

IC NOTICE N°86/IC NOTICE/RELANCE/OFFRE 2.0/PNUD/2022 :

Recrutement d'une équipe de trois consultants pour l'étude : « Réalisation d'une analyse approfondie (mapping) des politiques et stratégies du numérique en vue de formuler une vision nationale prospective et inclusive de la transformation digitale pour un développement durable à long terme, prenant en compte les tendances nouvelles et futures IA, Big Data).

RELANCE

Date : 11 avril 2022

Pays : Burkina Faso

Nom du Projet : OFFRE 2.0

Durée de réalisation : 45 jours ouvrables

Lieu d'affectation : Ouagadougou

Votre soumission devra être déposée à l'adresse suivante :

Par email : offres.burkina@undp.org

Au plus tard : 18 mai 2022 à 12 heures

Les propositions, adressées à l'Operations Manager, doivent être envoyées à l'adresse e-mail ci-dessus indiquée, avec la mention « **IC NOTICE N°86/IC NOTICE/RELANCE/OFFRE 2.0/PNUD/2022: Recrutement d'une équipe de trois consultants pour l'étude : « Réalisation d'une analyse approfondie (mapping) des politiques et stratégies du numérique en vue de formuler une vision nationale prospective et inclusive de la transformation digitale pour un développement durable à long terme, prenant en compte les tendances nouvelles et futures IA, Big Data).**

Les termes de références sont disponibles sur le site du PNUD Burkina à l'adresse :

http://www.bf.undp.org/content/burkina_faso/fr/home/operations/procurement.html

La proposition technique devra comprendre : **Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée, une note de compréhension des TDRs, un curriculum vitae incluant au moins deux (02) références avec les adresses Emails.**

La proposition financière devra être élaboré suivant le format fourni en annexe.

Les demandes de clarifications devront être transmises uniquement par écrit à l'adresse suivante : procurement.burkina@undp.org.

Contexte et Justification

Le Burkina Faso place les technologies de l'information et de la communication au cœur de ses priorités de développement. Cette volonté politique du Gouvernement¹ se justifie par l'impact que la digitalisation permet d'avoir sur les administrations, les personnes et les affaires. La pandémie COVID-19 a donné lieu à une accélération de l'utilisation des solutions digitales, qui s'est imposée dans le quotidien des administrations, des entreprises et des populations, face aux mesures de confinement et de protection contre la propagation de la COVID-19.

Dans ce cadre, l'appui du PNUD à la réponse nationale face à la COVID-19, partie intégrante de la réponse du Système des Nations Unies, à savoir le Plan Stratégique inter-agences, vise à soutenir la préparation, la réponse et le relèvement face à la COVID-19 au Burkina Faso. Elle s'appuie sur les trois piliers de l'offre globale de politique et de programme du PNUD, structurée en trois phases : prévention, réponse et récupération. Tirant parti des enseignements de la première phase de soutien au Gouvernement, y compris son rôle socioéconomique de premier plan et d'intégrateur des ODDs, le PNUD a élargi la portée de sa réponse globale par l'Offre 2.0 qui vise à aider les décideurs à faire des choix et à gérer la complexité en

période d'incertitude dans quatre domaines complémentaires : la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la disruption numérique.

Objectif de l'étude :

Réaliser une analyse approfondie des stratégies et politiques existantes en matière de digitalisation dans les différents secteurs et formuler un document de vision nationale de transformation digitale inclusive en vue d'accélérer les progrès vers les ODDs en étroite collaboration avec le MTDPCE, la Primature, le Ministère en charge des finances et de la prospective, le PNUD et les autres PTFs et acteurs clefs.

Qualification et expérience requises :

Les consultants doivent justifier d'une expérience confirmée dans l'élaboration des documents de stratégies numériques. Cette expérience doit être justifiée par la fourniture de références techniques, elles même justifiées par la fourniture des pages de garde et de signature des contrats approuvés ainsi que leur attestation de bonne fin d'exécution.

Chaque consultant (e) doit justifier des compétences suivantes :

- a)** Un (e) (1) chef de mission qui devra justifier d'un niveau BAC+5 au moins en économie planification, en droit, d'une expérience professionnelle d'au moins sept (07) ans et d'au moins deux (02) projets similaires avérés exécutés ;
- b)** Un (e) (01) expert (e) socio-économiste qui devra justifier d'un niveau de maîtrise BAC+4 au moins en économie, d'une expérience professionnelle d'au moins sept (05) ans et d'au moins un (1) projet similaire avéré exécuté ;
- c)** Un (e) (01) expert (e) en informatique qui devra justifier d'un niveau d'ingénieur de conception BAC+5 au moins en technologies de l'information et de la communication, profil réseaux informatiques et télécommunications ou en conception des systèmes d'information, d'une expérience professionnelle d'au moins sept (07) ans et d'au moins deux (2) projets similaires avérés exécutés ;

Evaluation :

L'évaluation des propositions techniques et financières se déroule en deux étapes. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

a. Les propositions techniques

La sélection sera faite sur la base des critères notés sur 100 comme suit :

PROFIL	CRITERE	NOMBRE DE POINTS	Total
Chef de mission : Expert(e)s économiste-planificateurs BAC+5	Diplôme universitaire	10	100
	Expérience générale	20	
	Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil	30	
	Justificatifs de l'expérience professionnelle	30	
	Capacité rédactionnelle et de synthèse/langue (français)	10	
Expert(e)s socio-économiste	Diplôme universitaire	10	100
	Expérience générale	20	
	Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil	30	
	Justificatifs de l'expérience professionnelle	30	

Programme des Nations Unies pour le développement



PROFIL	CRITERE	NOMBRE DE POINTS	Total
Expert(e)s en conception des réseaux et systèmes informatiques	Diplôme universitaire	10	100
	Expérience générale	20	
	Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil	30	
	Justificatifs de l'expérience professionnelle	30	
	Capacité rédactionnelle et de synthèse/langue (français)	10	

b. Les propositions financières

La proposition financière est évaluée selon la formule suivante :

Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30

Seuls les consultants ayant obtenu une note technique d'au moins 70 points/100, verront leurs offres financières ouvertes.

Cette note technique sera pondérée à 70% et la note financière pondérée à 30%.

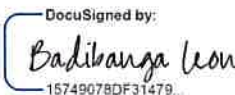
Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire. Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique pondérée + Financière) le plus élevé sera retenu pour la consultation.

Durée du contrat

La durée totale de la consultation est de 45 jours ouvrable.

NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Leon Badibanga
Operations Manager

Signature : 15749078DF31479...



MINISTRE DE LA TRANSITION DIGITALE,
DES POSTES ET DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

Recrutement d'une équipe de trois consultants pour l'étude : « Réalisation d'une analyse approfondie (mapping) des politiques et stratégies du numérique en vue de formuler une vision nationale prospective et inclusive de la transformation digitale pour un développement durable à long terme, prenant en compte les tendances nouvelles et futures IA, Big Data,

Lieu :	Ouagadougou, BURKINA FASO
Type de contrat :	Contrat Individuel par consultants
Langues requises :	Français
Durée du contrat initial :	45 jours ouvrables
Durée prévue de la mission :	45 jours ouvrables

Contexte et justification

Le Burkina Faso place les technologies de l'information et de la communication au cœur de ses priorités de développement. Cette volonté politique du Gouvernement² se justifie par l'impact que la digitalisation permet d'avoir sur les administrations, les personnes et les affaires. La pandémie COVID-19 a donné lieu à une accélération de l'utilisation des solutions digitales, qui s'est imposée dans le quotidien des administrations, des entreprises et des populations, face aux mesures de confinement et de protection contre la propagation de la COVID-19.

Dans ce cadre, l'appui du PNUD à la réponse nationale face à la COVID-19, partie intégrante de la réponse du Système des Nations Unies, à savoir le Plan Stratégique inter-agences, vise à soutenir la préparation, la réponse et le relèvement face à la COVID-19 au Burkina Faso. Elle s'appuie sur les trois piliers de l'offre globale de politique et de programme du PNUD, structurée en trois phases : prévention, réponse et récupération. Tirant parti des enseignements de la première phase de soutien au Gouvernement, y compris son rôle socioéconomique de premier plan et d'intégrateur des ODDs, le PNUD a élargi la portée de sa réponse globale par l'Offre 2.0 qui vise à aider les décideurs à faire des choix et à gérer la complexité en période d'incertitude dans quatre domaines complémentaires : la gouvernance, la protection sociale, l'économie verte et la disruption numérique.

Au Burkina Faso, la crise de la COVID-19 a exacerbé les défis de développement auxquels le pays faisait déjà face, notamment la détérioration de la situation sécuritaire, la crise humanitaire (plus d'un million de PDI selon CONASUR, 2020) et le ralentissement de la croissance économique (1,9% en 2020 contre 6,3% projetés), affectant ainsi les progrès du pays vers l'atteinte des ODDs. De surcroît, au déséquilibre entre les sexes, s'ajoutent les effets de la pandémie qui ont été plus remarqués dans le secteur informel, dans lequel les femmes et les filles sont plus nombreuses, des mesures barrières et du

² Programme Présidentiel, Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre et nouvelle dénomination du Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale.

ralentissement de l'économie, qui exposent davantage aux discriminations à l'encontre des femmes et des filles et à l'aggravation des inégalités préexistantes aux conséquences profondes et durables.

Étant donné ses expériences antérieures et les initiatives digitales développées dans le cadre de la réponse à la COVID-19, le PNUD Burkina Faso se positionne comme un partenaire de choix du Gouvernement, capable de soutenir l'accélération de l'agenda de la transformation digitale comme moteur des progrès du pays vers l'atteinte des ODDs.

Dans cette optique, une transformation numérique inclusive mettant à profit les compétences et tenant compte des différents besoins et priorités des femmes, des hommes, des garçons et des filles offre l'occasion (i) de faciliter la gestion de la crise liée à la COVID-19 et (ii) d'accélérer les investissements dans le développement en vue de la réalisation des ODDs (iii) d'améliorer l'environnement pour les micro petites et moyennes entreprises, y compris un meilleur accès au financement (iv) d'accroître l'emploi dans le secteur des services et (v) de contribuer à combler la fracture numérique entre les sexes et renforcer l'émancipation des femmes.

Ainsi, près de trois quarts des utilisateurs du numérique ? sont des hommes, car les femmes sont confrontées à de multiples obstacles pour accéder au numérique liés souvent au coût élevé de la connectivité. De plus, malgré la croissance rapide de la demande, les prestations de service public sont limitées par manque de services publics numériques propices. Avec un meilleur système numérique, des capacités, technologies, et investissements concordants, le Burkina Faso pourrait faire un bond en avant et combler le déficit d'innovation dans le secteur public. Au-delà de la technologie, la transformation digitale inclusive embrasse toutes les dimensions de la société et couvre les 5 piliers que forment l'infrastructure, le e-gouvernement, la réglementation, l'économie et les populations.

Fort de ces constats, le PNUD a développé le projet de transformation digitale inclusive, afin d'appuyer le Burkina Faso et qui serait à même de jouer un effet d'entraînement et de catalyseur sur l'ensemble des quatre dimensions de son offre 2.0., pour le relèvement post-COVID-19. Le projet est placé sous le pilotage, et la coordination stratégique de la Primature, et sous l'ancrage et le leadership technique et opérationnel du Ministère de la Transition Digitale, des Postes et de Communications Electroniques (MTDPCE), qui travaille en étroite collaboration avec les autres acteurs publics, privés et de la société civile et sous la tutelle technique et financière du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP/DGEP).

Afin de soutenir le Burkina Faso dans cette dynamique, il est prévu le recrutement d'un Pool de consultants d'une part, pour conduire l'analyse approfondie des politiques et programmes et d'autre part, appuyer la formulation d'une vision nationale de transformation digitale inclusive en vue d'accélérer les progrès vers les ODD.

Informations sur l'offre 2.0

En janvier 2021, le PNUD a mobilisé un financement auprès de la Facilité de Financement Rapide (RFF), en vue de soutenir le Burkina Faso pour « *une transformation digitale inclusive pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODDs* » à travers trois composantes complémentaires :

- Optimisation, harmonisation et inclusivité des politiques/stratégies en vue d'accélérer la trajectoire des ODDs ;
- Innovations/applications de services publics et solutions d'e-gouvernance efficaces et inclusives pour la continuité des administrations publiques et la réduction des formes diverses d'inégalités d'accès ;
- Capacités et systèmes de connaissances qui favorisent la transformation digitale et la connexion entre les compétences, les technologies et les financements, notamment pour les femmes et les jeunes, les PME/PMI, créateurs de solutions digitales ;
- Conduite du Changement et appropriation des e-services.

A travers ce projet, le PNUD compte soutenir les initiatives du Burkina Faso et bâtir sur l'engouement sans précédent pour le digital face à la pandémie COVID-19 ; afin de montrer davantage comment la numérisation peut être exploitée pour soutenir les personnes vulnérables, réduire les inégalités, renforcer la cohésion sociale, soutenir les moyens d'existence et renforcer la solidarité.

Ainsi, l'Offre 2.0 du PNUD met le focus sur la transformation digitale, avec son pouvoir d'entraînement et d'accélération des trois autres priorités que sont *l'économie verte, la gouvernance et la protection sociale*.

Objectif général de la Consultation

Réaliser une analyse approfondie des stratégies et politiques existantes en matière de digitalisation dans les différents secteurs et formuler un document de vision nationale de transformation digitale inclusive en vue d'accélérer les progrès vers les ODDs en étroite collaboration avec le MTDPCE, la Primature, le Ministère en charge des finances et de la prospective, le PNUD et les autres PTFs et acteurs clefs.

Objectifs spécifiques

De façon plus spécifique, la consultation vise à :

- Réaliser une analyse approfondie des stratégies/politiques existantes afin de déterminer leur degré de cohérence globale par rapport aux ambitions de développement, leurs complémentarités, leurs niveaux de contribution à la réalisation des priorités de développement du pays, leurs points de faiblesses à prendre en compte dans une approche harmonisée et consistante ;
- Analyser les gaps/insuffisances, le degré d'inclusivité des politiques actuelles et identifier les solutions pour la bonne prise en compte des besoins et des priorités de l'ensemble des acteurs et pour s'assurer que les femmes, les jeunes filles et garçons et les hommes jouent un rôle actif à tous les niveaux et bénéficient de manière égale et équitable de la digitalisation ;
- Analyser les tendances, innovations et opportunités en matière de transformation digitale inclusive, au Burkina Faso et à l'international ainsi que les meilleures pratiques dans le domaine, afin d'identifier les barrières, les facteurs de succès et le potentiel pour une transformation digitale inclusive au Burkina Faso ;
- Analyser le cadre institutionnel, réglementaire, financier, le niveau des ressources en compétences, en technologies et leurs niveaux d'adéquation avec les ambitions nationales et les enjeux d'une vision de transformation digitale inclusive ;
- et traduire ces ambitions en un document de Vision nationale de transformation digitale inclusive en vue d'accélérer les progrès vers les ODDs au Burkina Faso ;
- Décrire la vision de transformation digitale inclusive, y compris les principaux piliers et priorités, ainsi qu'une feuille de route d'implémentation de la vision selon la trajectoire suivant l'horizon défini ;
- Faire l'état des lieux des réalisations des stratégies et politiques existantes en matière de digitalisation.
- Evaluer le niveau de pertinence et de cohérence de ces référentiels de façon rétrospective mais aussi prospective ;
- Documenter les principales leçons et enseignements importants à retenir de la mise en œuvre à mi-parcours de ces référentiels ;
- Formuler des recommandations pour un plus grand impact des actions déjà réalisées et de celles restantes ;
- Evaluer l'état de préparation pour la transformation digitale inclusive mettant en exergue les domaines qui requièrent une analyse approfondie.

Livrables attendus

- Un rapport préliminaire et un rapport final de mapping et d'analyse des politiques/documents stratégiques existants dans les différents secteurs ;
- Un document préliminaire et un document final (après prise en compte des observations) de la vision nationale de transformation digitale inclusive en vue d'accélérer les progrès vers les ODDs au Burkina Faso prenant en compte :
 - o La définition de la vision, intégrant entre autres le contexte, les objectifs du projet et résultats recherchés, le périmètre et exclusions de la vision, les contraintes et hypothèses, le ou les utilisateurs, ainsi que toutes les autres parties éventuellement intéressées.
 - o L'approche de la vision ;
 - o Un plan de dissémination de la vision
- Un résumé exécutif des deux livrables finaux (approuvés par les structures compétentes de l'administration publique burkinabè) ;
- Une présentation Powerpoint des deux livrables finaux (rapport final de mapping et d'analyse des politiques/documents stratégiques existants dans les différents secteurs, et document final de la vision nationale de transformation digitale inclusive en vue d'accélérer les progrès vers les ODDs au Burkina Faso), lors d'une séance de restitution ;
- Un rapport final de l'étude.

Etapes indicatives

- Etape 1 : Préparation (validation méthodologie et chronogramme).
- Etape 2 : Collecte et analyse des données (notamment désagrégées par sexe et autres).
- Etape 3 : Consultations / revues techniques et stratégiques.
- Etape 4 : Restitution des rapports/livrables préliminaires.
- Etape 5 : Rapports/livrables finaux de l'étude.

Lieu et durée de la consultation

La durée totale de réalisation de la consultation est de quarante-cinq (45) jours ouvrés mais ne devrait pas excéder soixante (60) jours ouvrés, et couvrant la période qui sera précisée dans le contrat de service.

La collecte des données ou le processus de validation peuvent nécessiter des déplacements hors de Ouaga (à préciser dans le chronogramme de mission)

Suivi-contrôle et validation des résultats de la consultation

- Un groupe technique de travail et de suivi est mis en place pour le suivi, l'assurance qualité et la validation technique des résultats de l'étude.

Sa composition et son rôle sont définis par le MTDPC, en concertation avec la Primature. Outre le MTDPC et la primature, les autres membres du groupe de travail technique incluent les Ministères en charge des finances et de la prospective, de la fonction publique, du genre et les TPFs avec un maximum de dix (10) personnes; Le chef de mission qui est le/la consultant (e) principal (e) prendra en compte la bonne collaboration de la mission de l'équipe de consultants avec le groupe technique de travail et de suivi qui sera mis en place y compris la prise en charge des membres dudit groupe technique. Les membres du groupe technique ne doivent pas dépasser 10 personnes.

1. PROFIL DES CONSULTANTS

Les consultants doivent justifier d'une expérience confirmée dans l'élaboration des documents de stratégies numériques. Cette expérience doit être justifiée par la fourniture de références techniques, elles même justifiées par la fourniture des pages de garde et de signature des contrats approuvés ainsi que leur attestation de bonne fin d'exécution.

Chaque consultant (e) doit justifier des compétences suivantes :

- d)** Un (e) (1) chef de mission qui devra justifier d'un niveau BAC+5 au moins en économie planification, en droit, d'une expérience professionnelle d'au moins sept (07) ans et d'au moins deux (02) projets similaires avérés exécutés ;
- e)** Un (e) (01) expert (e) socio-économiste qui devra justifier d'un niveau de maîtrise BAC+4 au moins en économie, d'une expérience professionnelle d'au moins sept (05) ans et d'au moins un (1) projet similaire avéré exécuté ;
- f)** Un (e) (01) expert (e) en informatique qui devra justifier d'un niveau d'ingénieur de conception BAC+5 au moins en technologies de l'information et de la communication, profil réseaux informatiques et télécommunications ou en conception des systèmes d'information, d'une expérience professionnelle d'au moins sept (07) ans et d'au moins deux (2) projets similaires avérés exécutés ;

Le tableau ci-dessous présente la synthèse des compétences minimum exigées:

Poste	Diplôme (minimum)	Nombre	Nombre d'années d'expérience	Nombre de projet similaires
Chef de mission, Expert (e) s-es économiste-planificateurs	BAC+5	1	7	02
Expert (e) -e socio -économiste	BAC+4	1	5	1
Expert (-e) en Informatique (Réseau informatique ou en conception des systèmes d'information)	BAC+5	1	7	2

NB :

- g) Joindre les CV (datés et signés en original), les copies légalisées des diplômes et certifications ainsi que les documents justifiant l'expérience en précisant le profil pour lequel on postule pour la mission ;*

Conditions de soumissions

Les consultant (e)s intéressé (e)s par cette offre devront produire :

- Une proposition technique comprenant :
 - o La lettre de soumission de candidature ;
 - o L'analyse et la compréhension des termes de référence ;
 - o La méthodologie de travail ;
 - o Un chronogramme d'exécution de la mission ;
 - o Le curriculum vitae actualisé et signé ;
 - o 3 personnes de références au moins faisant ressortir que le (la) consultant (e) a déjà rendu des services similaires.
- Une offre financière prenant en compte les différents éléments de coût (honoraires ; déplacements ; communication ; secrétariat).
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées

Comment postuler et les modalités pratiques de recrutement

- Le processus de recrutement et de gestion du contrat du/de la consultant (e) se fera selon les procédures du PNUD et mené par le PNUD.

Evaluation

- Le dépouillement des dossiers de candidature se fera par un panel mis en place par le PNUD, à la date limite de soumission. Les critères d'évaluation internes et les procédures de sélection du PNUD seront d'application ;
- L'évaluation des propositions se déroule en deux temps. L'évaluation de la proposition technique est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières. La proposition financière ne sera ouverte que pour les soumissions qui auront reçu la note technique au moins égal à 70% sur un score total maximum de 100 points pour ce qui est de l'évaluation des propositions techniques ;
- La proposition technique est évaluée sur la base de son degré de réponse à la mission (Termes de Référence).

A la deuxième étape, les offres financières de tous les prestataires ayant obtenu la note technique minimale de 70% lors de l'évaluation technique seront comparées. Le contrat sera adjugé pour chaque profil au consultant (e) proposant l'offre la mieux disant (l'offre ayant obtenue la meilleure note combinée issue de l'offre technique et de l'offre financière, avec une pondération de 70/30).

Evaluation des offres techniques :

PROFIL	CRITERE	NOMBRE DE POINTS	Total
Chef de mission : Expert(e)s économiste-planificateurs BAC+5	Diplôme universitaire	10	100
	Expérience générale	20	
	Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil	30	
	Justificatifs de l'expérience professionnelle	30	
	Capacité rédactionnelle et de synthèse/langue (français)	10	
Expert(e)s socio-économiste	Diplôme universitaire	10	100
	Expérience générale	20	
	Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil	30	
	Justificatifs de l'expérience professionnelle	30	
	Capacité rédactionnelle et de synthèse/langue (français)	10	
Expert(e)s en conception des réseaux et systèmes informatiques	Diplôme universitaire	10	100
	Expérience générale	20	
	Expérience spécifique dans des projets similaires en lien avec le profil	30	
	Justificatifs de l'expérience professionnelle	30	
	Capacité rédactionnelle et de synthèse/langue (français)	10	

Evaluation des offres financières

- Il est à noter que seules les offres financières relatives à des offres techniques ayant obtenu au moins 70/100 du total de points affectés à l'offre technique seront considérés.
- La proposition financière la moins distante recevra une note financière de 100 points.
- La formule à utiliser pour le calcul de la note financière sera la suivante :
- Note financière = 100 x prix de l'offre la moins chère/Prix de l'offre considérée.



- Le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse résultera d'une pondération de la qualité technique et du prix des offres selon une clé de répartition de 70/30.
- La note globale de l'offre = 70% x note technique + 30 % x note financière.
- L'offre qui se voit attribuer le plus des points par l'addition des points issus de l'offre technique et ceux obtenus à partir de l'offre financière ainsi calculée est déclarée attributaire du marché.

Au cas où aucune des propositions techniques n'aura atteint le score minimum technique pour un profil, le commanditaire se réserve le droit de négocier et signer un contrat avec le/la soumissionnaire du profil ayant obtenu le score technique le plus élevé.